

catholique auraient tué deux soldats allemands, suivis de trois autres abattus par les groupes de l'Organisation spéciale communiste le 10 mars. Avouons que nous n'avons jamais entendu parler de ce premier attentat et que le second, dont nous avons nous-même fait état avec des réserves dans un ouvrage en 1992 sur la foi du témoignage d'un résistant communiste, ne sont que des constructions mémorielles. On voit mal l'Armée et la Marine allemandes ne pas réagir à la disparition de cinq hommes en si peu de temps dans la même ville quand on connaît les réactions allemandes aux attentats de Paris, puis de Nantes et de Bordeaux en octobre 1941 (98 otages fusillés). En outre, Lars Hellwinkel, qui a dépouillé toutes les archives allemandes disponibles, n'a pas trouvé la moindre trace de ces événements³⁸. Cette question paraît désormais réglée.

Le dernier livre de G. Cadiou est bien utile car il éclaire, à travers leur ligne éditoriale, l'engagement dans la collaboration des deux principaux quotidiens régionaux bretons qui, en pétainistes actifs, ont participé à la propagande du régime et relayé de bon cœur la propagande nazie. Ce qui ne signifie pas que tous les journalistes et employés de ces journaux étaient d'accord, certains, comme le souligne G. Cadiou, ont pris leurs distances quand d'autres se sont engagés dans la Résistance.

Christian BOUGEARD

Lars HELLWINKEL, *La base allemande de Brest, 1940-1944*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2022, 283 p.

Ma première rencontre avec Lars Hellwinkel remonte au colloque *L'épuration économique en France à la Libération* (Presses universitaires de Rennes, 2008) que j'organisais à Rennes au titre du groupe de recherche (GdR) *Les entreprises françaises sous l'Occupation*. Il avait également participé l'année précédente au volume *Travailler dans les entreprises sous l'Occupation* (Presses universitaires de Franche-Comté, 2007), même si, curieusement, ces travaux sont ici absents de la bibliographie. L. Hellwinkel venait alors d'achever sa thèse d'histoire contemporaine en co-tutelle, entre l'université de Kiel (Allemagne) et l'université de Brest (France), et les deux communications précitées avaient d'emblée démontré les grandes potentialités de ce travail important. C'est précisément cette thèse relative à « Brest, base navale de la *Kriegsmarine* (1940-1944) » qui fait l'objet du présent ouvrage sous le titre *La base navale allemande de Brest, 1940-1944*. Précisons d'emblée qu'il s'agit de la traduction, assurée par l'auteur, de la version allemande de sa thèse publiée en 2010.

38. Voir son livre, *La base navale allemande de Brest 1940-1944*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2022, publié avec le soutien de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne.

L'état des sources (p. 259-266) témoigne d'emblée de la richesse et de l'apport du regard franco-allemand au croisement de sources des archives militaires fédérales allemandes et des archives françaises (département Marine du Service historique de la Défense (SHD) mais aussi sources locales : archives départementales du Finistère, archives municipales de Brest). Si l'on peut regretter l'absence d'un index qui permettrait notamment de valoriser l'approche comparée constante avec les autres ports ou bases de la façade Manche/Atlantique (Cherbourg, Lorient, Saint-Nazaire, La Pallice, Bordeaux), cette étude à la fois dense et alerte (257 p.) est enrichie d'une trentaine d'illustrations. Elle est également accompagnée d'une solide bibliographie (p. 267-278) qui supporterait néanmoins certains compléments (sur la marine de Vichy (Jean-Baptiste Bruneau), les poches de l'Atlantique (Michel Catala), la libération de la Bretagne (Luc Capdevila)...).

Précédé d'une préface, riche en perspectives, de Christian Bougeard (co-directeur de la thèse) et servi par un plan chronologique efficace en 9 chapitres, l'apport majeur de ce livre est de dépasser le cadre strict de la monographie pour enrichir la connaissance de l'histoire des ports français de l'Atlantique durant la Seconde Guerre mondiale mais également de l'histoire de la marine de guerre allemande (*Kriegsmarine*) en France occupée. Un contexte global que l'auteur maîtrise très bien comme en témoigne dès 2014 la publication en anglais de ses recherches sous le titre *Hitler's Gateway to the Atlantic. German Naval Bases in France 1940-1945*.

Dès lors, la présente étude constitue un observatoire précieux de la stratégie navale allemande. Une stratégie qui, malgré l'ambition initiale (chapitre 3), se limite très vite (à compter de l'été 1941) à la seule arme sous-marine (chapitres 4 et 5). Ceci étant, si l'on considère avec l'auteur que « l'une des conditions *sine qua non* de l'efficacité des bases était surtout liée à leurs capacités à effectuer des réparations » [p. 255], on tient également là un laboratoire particulièrement pertinent pour analyser la collaboration de Vichy (chapitre 6). Dans le domaine, la thèse apporte un éclairage cru sur le caractère illusoire de la « souveraineté » dont se réclame Vichy lorsque l'on sait qu'à compter de 1942 la *Kriegsmarine* ne peut plus objectivement se passer de l'aide logistique française. On est clairement confronté ici au syndrome du « pont de la rivière Kwai » et on mesure mieux combien et surtout comment le piège de la collaboration d'État s'est alors refermé sur les hommes de terrain (et notamment les ouvriers français de l'arsenal). Aussi difficile et limitée soit-elle (chapitre 7, le plus bref de l'ouvrage), on observe des formes de résistance dans les bases navales. Si les sabotages sont rares, des Français, à l'instar du lieutenant de vaisseau Philippon à Brest, ont pu, à leurs risques et périls, renseigner régulièrement les Alliés sur les activités des ports (p. 209-211). L'évocation de la création de la *Festung* de Brest et des conditions de son siège (chapitres 8 et 9) permet notamment de souligner la participation d'éléments de la *Kriegsmarine* ou de marins de la défense contre l'aviation (DCA) Marine à des opérations contre la Résistance. Ces opérations et parfois exactions ont aussi frappé

les populations civiles. À ce sujet, si l'auteur semble hésiter (p. 224-225) à attribuer à des marins (*Kriegsmarine* ou DCA Marine) la totale responsabilité du massacre de Gouesnou (43 morts, le 7 août 1944), notons qu'une thèse récente soutenue à l'université de Brest (UBO) apporte un éclairage nouveau sur ce drame qui reste le plus important massacre collectif de civils à la Libération en Bretagne (sur ce point, voir Dimitri Poupon, *Le massacre de Penguerrec : Gouesnou, le 7 août 1944. Récits et mémoires d'un drame gouesnousien [1944-2021]*, Fabrice Bouthillon et Sébastien Carney co-directeurs, UBO, 2022).

On l'aura compris, à travers un emboîtement d'échelles (locale/nationale) ou d'acteurs (Allemand/Vichy) particulièrement réussi et fécond, les apports de ce travail sont nombreux. Aussi, on ne peut que se réjouir de voir cette belle contribution à l'histoire de la Seconde Guerre mondiale en Bretagne et en France aujourd'hui disponible en version française.

Marc BERGÈRE

Professeur d'histoire contemporaine
Université Rennes 2/Tempora

Alain PRIGENT, *Madeleine Marzin. Bretonne, résistante et élue communiste de Paris*, Clichy, éditions Manifeste !, 2022, 388 p.

Ancien professeur d'histoire et géographie, Alain Prigent a consacré de nombreux travaux à l'histoire politique et sociale des Côtes-du-Nord/Côtes-d'Armor au ^{xx}e siècle. Il a publié une *Histoire des communistes des Côtes-du-Nord (1920-1945)*, à compte d'auteur en 2000, et un livre sur *Les instituteurs des Côtes-de-Nord sous la III^e République*, aux éditions Astoure, 2005. En outre, il a rédigé plusieurs centaines de notices pour le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier mouvement social*, plus connu comme le Maitron. Son nouveau livre se situe à la croisée de ses champs de recherche puisque c'est une biographie de Madeleine Marzin (1908-1998), une institutrice trégorroise, militante au syndicat des enseignants de la Confédération nationale du travail unitaire (CGTU) puis du Syndicat national des instituteurs (SNI) affilié à la Confédération nationale du travail (CGT), et une militante communiste attachée à la langue bretonne. En réalité, il s'agit des biographies croisées de la fratrie des Marzin dont trois des quatre frères ont milité au Parti communiste français (PCF). Pour ce faire, A. Prigent a dépouillé de nombreuses archives publiques (Archives nationales et départementales, Préfecture de police de Paris, archives du PCF déposées...) et privées, dont des papiers de Madeleine Marzin qu'il a rencontrée dans les années 1990 ; il a interrogé Gustave Marzin et des descendants de la région de Lannion qui lui ont transmis les photographies publiées. Il connaît bien la bibliographie.